



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1994/NGO/11
4 août 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte
contre les mesures discriminatoires
et de la protection des minorités
Quarante-sixième session
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS
LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX
ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI
EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE
LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Communication écrite présentée par la Fédération internationale des droits
de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de
la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est
distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique
et social.

[27 juillet 1994]

Situation des droits de l'homme au Togo

1. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et son affiliée, la Ligue togolaise des droits de l'homme (LTDH), observent, depuis quatre ans, l'aggravation préoccupante de la situation au Togo, sur les plans des droits et libertés individuels. Cette dégradation est due en grande partie à la volonté du général Eyadema (Chef de l'Etat et Commandant en chef des armées, contrairement au vœu de la nouvelle Constitution togolaise) et de son parti, le Rassemblement du peuple togolais (RPT) de faire obstacle au processus de démocratisation.

2. Tueries massives, assassinats ou tentatives d'assassinats individuels, arrestations et détentions arbitraires, tortures et autres sévices corporels, plasticage de domiciles, ont constitué les épisodes d'un feuilleton dramatique dont les points forts furent les tueries de la lagune de Bé (12 avril 1991), celles des 27, 28 novembre et 3 décembre 1991, l'attaque d'un convoi de l'Union des forces de changement (UFC, parti d'opposition), le 5 mai 1992, l'assassinat de Tavio Amorin, Président de la Commission politique du Haut Conseil de la République (Parlement de transition) en juillet 1992; la séquestration des membres de cet organe en octobre 1992; les massacres des 25 et 30 janvier 1993, suivis du départ en exil des populations togolaises.

Etat actuel des droits et libertés au Togo

3. La FIDH et la LTDH constatent que le Togo vit actuellement une situation de non-droit qui semble coïncider avec le retour en force du Général-Président aux affaires. En effet, depuis quelque temps, les arrestations et détentions arbitraires, les tortures, les perquisitions intempestives, les exécutions sommaires ou extrajudiciaires sont redevenues des faits courants au Togo. Les libertés, telles que la liberté d'opinion et d'expression, restaurées durant la période de transition, sont en progressive disparition tandis que la population de la capitale, terrorisée par la multiplication des assassinats, n'ose plus exercer son droit à la libre circulation nocturne.

4. Ainsi, le 26 août 1993, 40 personnes arrêtées à Agbandi et Diguina (localités du centre du Togo) ont été battues avant d'être enfermées dans une minuscule cellule prévue pour cinq personnes à la gendarmerie de Blitta. Une vingtaine d'entre elles décéderont par asphyxie. Il leur était reproché d'avoir saccagé des urnes illégalement bourrées avant le début du scrutin présidentiel. Le 15 février 1994, un député nouvellement élu du Comité d'action pour le renouveau (CAR - principal parti d'opposition), M. Gaston Edeh, et deux autres personnes, Prosper Hillah et Martin Agbenou, enlevés par des militaires, le 13 février, à bord de leur véhicule (avec une quatrième personne qui est parvenue à s'enfuir) ont été retrouvées mortes calcinées dans leur voiture. Entre les 6 et 8 janvier 1994, 36 personnes suspectées et arrêtées, suite à une attaque du camp militaire de Tokoin, ainsi que 12 soldats arrêtés en mars 1993, ont été exécutés sommairement.

5. D'autres assassinats et agressions physiques perpétrés par des hommes armés ou en uniforme militaire sont également survenus :

- Mme Abotsi, épouse de M. Kwami Abotsi, ancien préfet, a été blessée alors que son cousin a été tué (avril 1994);
- M. Idrissou Tchao, enlevé et assassiné le 25 janvier 1994;
- M. Raphaël Bedou, administrateur à la Direction des finances, abattu le 25 mai 1994;
- Le 22 mai 1994, M. Paulin Satchivi, employé de banque et son épouse, Brigitte, ont été grièvement blessés par balle à leur domicile;
- Le 3 juin 1994, M. Messan Christophe Agbakpem, cadre de banque, a été abattu;
- Le 11 juin 1994, M. Agbodjan (maître brasseur) et son amie Julienne Hetsa ont été abattus;
- Le 14 juin 1994, M. Vincent Ketemepi, cadre de banque, a été grièvement blessé par balle;
- Le 17 juin 1994, M. Bellow, agent commercial, et sa femme ont été abattus à leur domicile;
- Le même jour, M. Komla Joseph Atsou, assureur, chef de l'agence SOGERCO, porté disparu le 14 juin au moment où il regagnait son domicile, a été retrouvé mort et enseveli dans le domaine réservé à l'état-major des Forces armées togolaises, à Lomé;
- Le 18 juillet 1994, aux environs de 2 heures du matin, dans la localité de Aflao Soviépe, en banlieue de Lomé, M. Anka Allado, militant du CAR et cousin de Me Yaovi Agboyibor, président de ce parti, a été mitraillé et poignardé; il est décédé le jour même à l'hôpital, des suites de ses blessures.

6.1 A cette liste non exhaustive, il faut ajouter plusieurs disparitions et enlèvements de personnes proches des membres présumés de l'opposition. Il apparaît que plusieurs de ces assassinats et enlèvements ont été perpétrés à l'encontre de cadres, particulièrement des cadres de banque et de l'administration, qui ont été favorables à la grève générale de novembre 1992 à juin 1993 et contre lesquels les partisans du général Eyadema ont clairement exprimé leur volonté de vengeance.

7. La liberté de presse est sérieusement violée, soit par la condamnation des journalistes et éditeurs ou directeurs de publication, soit par la contrainte à l'exil de ceux-ci. Ainsi, alors que M. Touré Katakpaou, de "La Lettre de Tchaoudjo" et Martin Gbenouga de la "Tribune des démocrates" ont été condamnés à de lourdes peines d'amende et de prison (le 17 novembre 1993, pour le premier, le 26 avril 1994, pour le second), MM. Gabriel Agah, de "Forum Hebdo", Ekpé Homawoo et Koudahin Daniel Lawson

du "Courrier du Golfe", Victor Toulassi de la "Tribune des démocrates", David Ekoudé Ihou et Jean Ihougan de "Ibanou Express", Bertin Kagni Foli de "La Parole", sont contraints à l'exil (M. Foli est décédé à Cotonou, le 15 mai 1994). Par ailleurs, des attentats à la bombe ont été commis contre certaines imprimeries ou rédactions, tandis qu'une chasse systématique aux vendeurs et distributeurs de journaux est organisée lorsque ces journaux ne sont pas illégalement saisis.

Impunité et indépendance de la magistrature

8. L'aggravation de la situation au Togo que traduisent ces flagrantes violations des droits de l'homme s'explique notamment par le non-fonctionnement de la justice et l'impunité totale dont jouissent les auteurs. En effet, que ce soient les tortures, les tirs sans sommation sur des manifestants, les exécutions extrajudiciaires, les plasticages de domiciles, de bureaux, de véhicules ou les viols, les responsables de ces crimes, qui sont souvent des éléments des forces armées ou de sécurité, ou membres des milices du RPT, sont absolument sûrs de ne pas être poursuivis alors qu'à chaque occasion, le Chef de l'Etat ne ménage aucun effort pour "condamner publiquement" ces actes de violences et "conspuer" leurs auteurs. Les malfrats agissent ainsi, sinon sur ordres, du moins en sachant qu'ils n'encourent aucune poursuite. Même lorsque les auteurs sont connus, la police et la justice ne réagissent pas. Plusieurs violations des droits de l'homme avaient été dénoncées à la Conférence nationale (1991) : les auteurs, nommément cités, n'ont pas été inquiétés jusqu'à présent. De plus, après l'assassinat de M. Taviu Armorin, alors que les auteurs - les policiers Kossi Karewe et Boukpessi - avaient été identifiés et nommément cités dans un communiqué du Ministère de l'intérieur, aucune poursuite judiciaire n'a jamais été engagée. De la même manière, lorsqu'après l'attentat du Soudou contre le cortège de l'UFC, le 5 mai 1992 (attentat qui a fait plusieurs morts parmi lesquels M. Marc Attidepe, député et chef de parti et des blessés dont M. Gilchrist Olympio, président de l'UFC), une commission internationale d'enquête a clairement désigné des auteurs dont le propre fils du général Eyadema (le capitaine Ernest Gnassingbe), aucune poursuite judiciaire n'a été engagée. Il en est de même des militaires qui ont séquestré et frappé les parlementaires togolais en octobre 1992 (parmi eux, une fois encore, le capitaine Ernest Gnassingbe) et de leurs commanditaires (dont le ministre Gabriel Agbeyomé Kodjo).

9. En réalité, dès qu'il s'agit d'un fait commis à l'encontre d'un membre de l'opposition ou présumé tel ou lorsque l'acte est commis par des soldats ou des miliciens du RPT, le système judiciaire et policier reste désespérément bloqué. Au contraire, lorsque le Chef de l'Etat ou des membres de sa sensibilité se plaignent, le système retrouve toute son efficacité. Cela explique les condamnations de journalistes mentionnées ci-dessus. La justice togolaise s'est ainsi dotée d'un fonctionnement à deux vitesses. Elle assure "justice" et impunité à une catégorie de citoyens contre déni de justice à l'autre frange de la population et ceci grâce à une magistrature dépourvue de toute indépendance. Les juges sont en effet démis lorsqu'ils ne sont pas soumis. Ainsi, le Président de la Cour suprême, M. Apaloo, a été contraint à l'exil. Par contre, le magistrat Akati Azangou a poussé l'asservissement jusqu'à la convocation des suspects non pas dans son bureau mais dans les locaux de la gendarmerie et cela sur ordre du chef de la gendarmerie.

Ce phénomène se reproduit à plusieurs niveaux du système judiciaire puisque Mme Fiadjoe, chargée de l'organisation et de la surveillance des prisons, a également dû fuir en exil.

10. La FIDH et la LTDH constatent avec une extrême préoccupation que cette situation conduit une partie de la population togolaise à chercher refuge au Ghana et au Bénin, tandis que d'autres Togolais en viennent à développer progressivement leur propre stratégie d'autodéfense allant des barricades à l'acquisition individuelle d'armes à feu.

11. Face à cette situation qui constitue un sérieux facteur de déstabilisation régionale, la FIDH et la LTDH appellent le Gouvernement du Togo à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux violations des droits de l'homme, pour établir les responsabilités dans les cas des violations qui ont eu lieu jusqu'à ce jour et pour permettre le retour des réfugiés. Elles demandent à Sous-Commission de porter une attention particulière aux violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme au Togo et d'attirer l'attention de la Commission des droits de l'homme à ce sujet afin qu'elle nomme un rapporteur spécial.
